

Prologue

Pratiques politiques et stratégies sociales en Mésoamérique

(XVII^e-XIX^e siècles)

Avec l'institutionnalisation précoce de la vie politique, les élites coloniales se trouvèrent dans la nécessité d'adapter leurs pratiques collectives à des normes élaborées sur le modèle métropolitain. Ce dernier leur offrait tout à la fois la structure institutionnelle proprement dite –un modèle d'administration centrale et municipale, des références et des fondements juridiques– mais aussi tout ce qui avait trait au vocabulaire et à l'imaginaire politique se chargeant d'exprimer l'existence d'une communauté. Dès la mise en place, tout au long du XVI^e siècle, des diverses institutions politico-administratives conçues selon le modèle hispanique, les élites sociales s'obligèrent à en respecter les règles, en apparence tout au moins, se souciant d'abord et avant tout d'en contrôler le dispositif en fonction de leurs intérêts de groupe. C'est clairement ce que montre la copieuse historiographie consacrée tant aux institutions politiques et administratives qu'aux modalités d'exercice du pouvoir des élites coloniales. Depuis plus de 30 ans, dans le droit fil du travail pionnier de D. Brading –sur les stratégies et les comportements, tant politiques, économiques que sociaux voire religieux, des élites de la cité minière de Guanajuato dans la seconde moitié du XVIII^e siècle–, les ouvrages relatifs à ces aspects n'ont cessé de défricher ce qui est devenu l'un des domaines de prédilection de l'historiographie américaniste. Certes, le bilan pour la Mésoamérique reste encore géographiquement inégal si ce n'est incomplet. Il s'est centré sur le cœur minier de la Nouvelle-Espagne et sur ses grandes capi-

tales régionales, négligeant les modestes villes mésoaméricaines au rayonnement, tant en termes économiques qu'administratifs, réel mais local. Si cette dimension commence aujourd'hui à être bien connue, qu'en est-il des adaptations imposées à ces élites par la rupture du jeu politique due aux indépendances? Comment s'y préparèrent-elles, si l'on tient compte notamment des réformes successives et souvent contradictoires imposées dès le XVIII^e siècle par la métropole? Comment par la suite, dans le cadre des nouveaux États devenus indépendants, surent-elles imposer à leur tour des pratiques susceptibles de leur garantir le contrôle d'institutions fondées sur des valeurs résolument nouvelles?

Dans le prolongement d'une réflexion lancée, en particulier pour ce qui est des pratiques politiques à l'époque des indépendances, par les nombreux travaux publiés depuis une dizaine d'années par F.-X. Guerra et certains de ses disciples, le dossier qui compose ce numéro de *Trace* se veut tout à la fois un élargissement et un approfondissement de ces orientations de recherches. Le premier aspect est à considérer, d'abord dans son acception géographique la plus simple, en prenant en compte l'Amérique Centrale. Restée quelque peu en marge des évolutions récentes de l'historiographie, cette région s'ouvre aujourd'hui, à la faveur du rétablissement de la paix, aux nouvelles perspectives de la recherche historique. En choisissant de donner la parole à certains des historiens centraméricains qui contribuent à ce renouvellement historiographique, il s'agit de susciter et d'alimenter débats et réflexions autant en Amérique Centrale qu'entre les historiens centraméricains et le reste de la corporation historique.

L'élargissement évoqué est à prendre aussi dans sa dimension chronologique, puisqu'il fait de la période de l'indépendance la charnière d'une réflexion qui s'étend sur trois siècles, couvrant la seconde moitié de l'histoire coloniale et le premier siècle de l'histoire républicaine. En ce sens, c'est bien une mise en perspective des discours, des pratiques et des stratégies politiques dans la longue durée qui est recherchée ici. L'approfondissement concerne quant à lui la prise en compte de questions autres que celles relevant strictement ou exclusivement du politique. Par le recours à la micro-analyse du social, il s'agit de transposer les réflexions relatives au jeu des acteurs politiques pris entre les exigences d'une modernité à inventer et des pratiques nourries de références traditionnelles, dans l'analyse des formes et des modes de sociabilité. Si les acteurs sociaux appartiennent à des

groupes auxquels ils adhèrent sans réserve ni réticence –familles, lignages, parentèles, corps puis plus tard classes sociales– ils n'en sont pas moins capables de s'affranchir de ces systèmes relationnels dès qu'ils en ressentent le besoin, en découvrent les limites ou en considèrent excessives les contraintes. C'est ce jeu permanent entre une sociabilité affinitaire et des liens établis en fonction d'une appartenance familiale et sociale qui dessine les configurations relationnelles au sein desquelles se meuvent les acteurs sociaux. C'est à la reconstitution de ces conformations sociales, d'une certaine manière aléatoires car en transformation permanente en fonction des évolutions des contextes, et pourtant essentielles à la compréhension de la vie sociale, que s'attache ce dossier.

L'ensemble des contributions explore ce double terrain du politique et du social en s'essayant à disséquer les comportements, les choix, les stratégies et les discours. Les textes de F.-X. Guerra, de V.H. Acuña Ortega et de A. Taracena Arriola s'attachent tous trois à l'analyse de la construction et de l'affirmation, via les discours et les pratiques, des communautés politiques en Mésoméamérique après l'indépendance. Pour F.-X. Guerra, les pronunciamientos se révèlent comme l'un de ces vecteurs privilégiés véhiculant les imaginaires, les valeurs et les pratiques politiques de l'époque. À partir des actes d'adhésion auxquels ceux des années 1832-1834 donnèrent lieu au Mexique, il analyse les mécanismes qu'ils mobilisent, le langage qu'ils provoquent et les communautés politiques auxquelles ils s'adressent. Alors que le pronunciamiento fut bien l'une des pratiques les plus communes, tout au long du XIX^e siècle et parfois du XX^e siècle, dans l'Amérique hispanique devenue indépendante, F.-X. Guerra souligne l'importance de sa dette à l'égard de l'Ancien Régime politique, héritée de la période coloniale.

C'est cette même impuissance à rompre pleinement avec le passé politique colonial et la difficulté des élites centraméricaines à répondre aux défis que supposait l'obtention de l'indépendance qu'explorent V. H. Acuña Ortega et A. Taracena Arriola. Le premier s'y attache en analysant la conception relative à la communauté politique qui sous-tend le baptême de "l'Amérique Centrale". En vertu des idées nouvelles auxquelles ses promoteurs adhéraient, les vocables de "nation" et de "patrie" se devaient d'exprimer et d'identifier, dans l'urgence de la rupture de 1821, le nouveau cadre politique communautaire. Aussi ces mots, qui n'avaient rien de nouveau, se virent-ils chargés d'un sens particulier au moment d'en définir les composantes et les caractères.

Exaltant une indépendance acquise sans réels affrontements, le contenu retenu fut aussi large que possible, insistant en priorité sur la nécessaire unité, le rejet des forces de division et l'intégration de tous les citoyens, indigènes compris. Dans le même temps, la spécificité géographique isthmique suscita une transposition de ce particularisme dans le domaine politique en lui accordant une délimitation objective. On sait ce qu'il advint de cette définition de la nation centraméricaine soumise aussitôt aux forces centrifuges et aux guerres civiles. Son échec montre tout à la fois la fragilité de son identification et la difficulté des élites à inventer des réponses pertinentes. En inversant la perspective d'analyse, A. Taracena Arriola n'en débouche pas moins sur les mêmes conclusions. Partant de l'aspiration régionaliste toujours présente dans Los Altos de la République de Guatemala à la fin du XIX^e siècle, il s'attache à comprendre le pourquoi de ce nouvel échec dans l'affirmation d'une communauté politique autonome. Malgré la vigueur d'un sentiment identitaire régional, qui suscita le retour en force sur la scène politique de l'aspiration séparatiste en 1897, A. Taracena Arriola en dégage les limites à travers l'incapacité des élites locales à abandonner le terrain d'un discours essentiellement culturel. En particulier, ne tirant que très incomplètement les leçons de l'épisode de 1838, ces élites ne réussirent pas à admettre la nécessité d'une réponse susceptible d'englober toute la réalité sociale régionale. Excluant les indiens de toute participation politique effective, ces élites ne purent se rallier leur soutien et les détacher d'un courant conservateur, qui restait l'ennemi affiché de toute concession autonomiste ou séparatiste.

À ces trois études portant sur la construction des communautés politiques issues des indépendances ou forgées après elles, répondent trois contributions qui centrent plutôt leurs réflexions sur les jeux sociaux et politiques auxquels s'adonnaient les élites mésoaméricaines dans le cadre colonial. Les auteurs se situent chacun dans des cadres institutionnels solidement installés et pleinement assumés par tous les acteurs y intervenant. Aussi, l'objet de leurs analyses se trouve-t-il être dans l'identification de la volonté et la capacité de ces acteurs sociaux à jouer des espaces intersticiels, abandonnés ou offerts par l'appareil politique colonial, et dans leur habileté à adapter leurs discours pour exprimer et justifier leurs choix. L'observation des élites commerciales guatémaltèques, regroupées dans le Consulado de Guatemala durant les 30 dernières années de la colonie, permet à G. Palma Murga de reconstituer les stratégies du groupe soucieux de se prémunir de tout

changement résultant des aléas politiques du moment. Initialement défenseurs intransigeants de l'exclusif colonial dont elles étaient les bénéficiaires locaux, nous les voyons progressivement adapter leurs discours aux nouvelles réalités politiques et économiques, au point de devenir, à la veille de l'indépendance, les prosélytes d'un partenariat commercial élargi à de nouveaux venus. De telles évolutions ne se firent pas sans douleur et suscitèrent des divisions internes qui ne manquèrent pas de trouver un prolongement politique avec l'indépendance. C'est précisément à l'une de ces fractures parmi les élites de la capitale que s'attache M. Bertrand. À partir d'une crise politique majeure suscitée par le renversement de la politique commerciale espagnole à la veille de l'indépendance, il suit les réponses de divers représentants ou membres de compagnies de commerce de la ville de Guatemala pour éviter la ruine. Face au retournement politique brutal de la part de la métropole, la riposte est recherchée dans la mobilisation de réseaux relationnels divers et complexes, seuls susceptibles d'ouvrir les issues de secours contrôlées par l'institution politique. La capacité de certains de ces réseaux à s'assurer, à leur profit exclusif, la protection et les bénéfices redistribués par l'appareil politico-administratif colonial suscita inévitablement le rejet de ceux qui s'en sentaient écartés et victimes. Ce sont certaines de ces configurations sociales occasionnées par les réponses à apporter à un conflit dont les enjeux sont essentiels pour les diverses parties prenantes et se déroulent à l'intérieur des élites de la ville de Guatemala, ainsi que leurs recompositions successives tout au long de la crise qui sont ici reconstituées et analysées.

Le travail de J.P. Priotti s'inscrit dans cette même ligne de réflexion alimentée aux sources de la micro-analyse du social. Il se fonde sur la reconstitution des liens sociaux en Biscaye à partir de quatre patronymes pour lesquels il restitue les mécanismes et les logiques des stratégies collectives d'alliances. Il souligne en particulier l'étroite imbrication qui prévaut dans les associations familiales, politiques ou économiques, constat qui l'amène à identifier des "stratégies de parenté". Sur cette base, il analyse le fonctionnement de ces vastes systèmes relationnels à partir de l'étude d'un cas, celui des Otalora. Il met l'accent sur l'impact du secteur économique dans lequel s'inscrit ce système relationnel et sur leur interaction respective. En ce sens, il rappelle que, si la reconstitution des réseaux sociaux est indispensable à la compréhension du fonctionnement du système colonial hispanique,

elle ne saurait y suffire. L'intelligence de cette dernière renvoie ainsi autant aux modalités du jeu économique qu'aux réalités politico-administratives prises en compte dans les textes précédents.

Au lecteur maintenant de se saisir des six contributions proposées. Soulevant plus de questions qu'il n'apporte de réponses définitives, ce dossier se veut avant tout une modeste pierre ajoutée aux réflexions en cours parmi les historiens du social et du politique. Nous aurions atteint l'un de nos objectifs si l'ensemble des textes proposés contribuait effectivement à réinsérer la thématique centraméricaine dans la réflexion et les débats historiques dont elle est restée marginalisée durant de trop longues années... *

Michel Bertrand
Coordinateur du dossier

Toulouse, le 31 janvier 2000

mbertran@mail.univ-tlse2.fr



Prólogo

Prácticas políticas y estrategias sociales en Mesoamérica

(Siglos XVII-XIX)

Por la institucionalización precoz de la vida política, las élites coloniales se toparon con la necesidad de adaptar sus prácticas colectivas a normas elaboradas según el modelo metropolitano. Este último les ofrecía junto con la estructura institucional propiamente dicha –un modelo de administración central y municipal, referencias y fundamentos jurídicos– todo lo concerniente al vocabulario y al imaginario político capaz de expresar la existencia de una comunidad. Desde la instauración, durante el siglo XVI, de diversas instituciones político administrativas concebidas según el modelo hispánico, las élites sociales se obligaron a respetar las reglas, al menos en apariencia, preocupándose primero y ante todo de controlar su dispositivo en función de sus intereses de grupo. Es lo que con claridad demuestra la copiosa historiografía consagrada tanto a las instituciones políticas y administrativas como a las modalidades de ejercicio de poder de las élites coloniales. Desde hace más de unos 30 años, siguiendo la orientación de D. Brading –sobre estrategias y comportamientos, tanto políticos, económicos como sociales, hasta religiosos, de las capas altas de la ciudad minera de Guanajuato, en la segunda mitad del siglo XVIII–, las obras relativas a estos aspectos no han dejado de descifrar lo que se ha convertido en uno de los dominios de predilección de la historiografía americanista. Ciertamente, el balance en lo que respecta a Mesoamérica queda hoy todavía geográficamente desequilibrado, si no es que incompleto. Han sido estudiadas las zonas mineras de la Nueva España y las

grandes capitales regionales, descuidando las modestas ciudades mesoamericanas pese a su brillo, tanto en lo económico como en lo administrativo, real aunque local. Si estos sectores hoy comienzan a ser bien conocidos, ¿qué sucede en cuanto a los procesos de adaptación impuestos a esas élites por el resquebrajamiento del juego político debido a las independencias? ¿Cómo se prepararon estas capas de la sociedad, si tenemos en cuenta sobre todo las reformas sucesivas y a menudo contradictorias impuestas, a partir del siglo XVIII, desde la metrópoli? Y por último, ¿cómo después, en el marco de nuevos Estados independientes, supieron imponer a su vez prácticas capaces de garantizar el control de instituciones fundadas en valores completamente nuevos?

Siguiendo las reflexiones propuestas –concretamente en lo que se refiere a las prácticas políticas en la época de las independencias– por los numerosos trabajos publicados durante hace ya una buena docena de años por F.-X. Guerra y sus discípulos, el conjunto que conforma este número de *Trace* trata de ser a la vez una ampliación y una profundización de esos ejes de investigación. El primer aspecto hay que considerarlo en un comienzo en su acepción geográfica más sencilla, tomando en cuenta la América Central. Siendo verdad que había quedado algo al margen de las recientes evoluciones de la historiografía, esta región se abre ahora, al contar con el restablecimiento de la paz, a las nuevas perspectivas de la investigación histórica. Con la decisión de dar la palabra a algunos historiadores centroamericanos que contribuyen a esta renovación historiográfica, intentamos generar y alimentar debates y reflexiones tanto en América Central como entre los historiadores centroamericanos y otros historiadores. La ampliación ya mencionada debe tomarse también en su dimensión cronológica pues utiliza el periodo de independencia como bisagra de una reflexión que se extenderá sobre tres siglos, y que llegará a cubrir la segunda mitad de la historia colonial más el primer siglo de la historia republicana. En este sentido, lo que con esto se busca es una puesta en perspectiva de los discursos, de las prácticas y de las estrategias políticas desde la larga duración. La profundidad se refiere a considerar diferentes contextos aparte de aquellos que estricta o únicamente surgen de lo político. Por medio del microanálisis de lo social, se intenta trasladar las reflexiones relativas al juego de actores políticos –encajonados entre las exigencias de una modernidad por inventar y las prácticas alimentadas de referencias tradicionales– al análisis de las formas y de los

modos de sociabilidad. Si bien los actores sociales pertenecen a grupos a los que sin reservas ni reticencias se adhieren de buen grado –familias, linajes, parentelas, corporaciones y algo después clases sociales–, están dispuestos en igual grado a romper con todos esos sistemas de relaciones en el instante en que sienten que es necesario hacerlo, cuando descubren las limitaciones o los consideran demasiado restrictivos. Es ese permanente juego entre sociabilidad afinitaria y lazos establecidos en función de pertenencia familiar y social el que dibuja las configuraciones de relación donde los actores sociales se mueven. Los trabajos que ahora se presentan tratan de reconstituir esas conformaciones sociales, aleatorias de cierta manera puesto que están en permanente transformación en función de las evoluciones de los contextos, y sin embargo esenciales para la comprensión de la vida social.

El conjunto de contribuciones explora ese doble terreno de lo político y lo social tratando de diseccionar los comportamientos, las decisiones, las estrategias y los discursos. Los artículos de F.-X. Guerra, de V.H. Acuña Ortega y de A. Taracena Arriola analizan los tres la construcción y la afirmación, por el camino de los discursos y las prácticas, de las comunidades políticas en Mesoamérica, después del periodo de independencias. Para F.-X. Guerra, los pronunciamientos son uno de los vectores privilegiados pues conducen los imaginarios, los valores y las prácticas políticas de ese entonces. A partir de esos actos de adhesión que generaron en 1832-1834 México, este autor analiza los mecanismos que ellos desplazan, el lenguaje que provocan y a qué comunidades políticas se dirigen. Siendo que el pronunciamiento constituyó una de las prácticas más comunes en la América de habla hispana independiente, en todo el siglo XIX y a veces hasta en el XX, Guerra destaca la importancia de su deuda con el Antiguo Régimen político, heredada del periodo colonial.

Esta misma impotencia para romper totalmente con el pasado político colonial y la dificultad de las élites centroamericanas de responder a los retos que suponía la obtención de la independencia son los temas que Acuña y Taracena exploran. El primero lo hace con el análisis de la concepción sobre la comunidad política que cree en el nombre de América Central. En virtud de las nuevas ideas de sus promotores, los vocablos de “nación” y de “patria” tenían forzosamente que significar e identificar, en la urgencia de la ruptura de 1821, el nuevo marco político comunitario. De este modo, estas palabras, que nada tenían de nove-

doso, se encontraron cargadas de un sentido particular en el momento de definir componentes y caracteres.

En la exaltación de una independencia adquirida sin reales enfrentamientos, el contenido retenido fue tan amplio como fue posible, con la insistencia de la prioridad sobre la necesaria unidad, el rechazo de las fuerzas de división y la integración de todos los ciudadanos, incluyendo población india. Por la misma época, la especificidad geográfica ístmica generó una trasposición de este particularismo en el terreno de lo político, lo que le acordó una delimitación objetiva. Sabemos ahora qué sucedió con esta definición de nación centroamericana, pronto sometida a las fuerzas centrífugas y a las guerras civiles. Su fracaso demuestra a la vez la fragilidad de su identificación y la dificultad de las élites para inventar respuestas pertinentes. Utilizando una perspectiva de análisis inversa, Taracena llega a conclusiones paralelas. Parte él de la aspiración regionalista siempre presente en Los Altos de la República de Guatemala, a fines del XIX. Intenta comprender el porqué de este nuevo fracaso en la afirmación de una comunidad política autónoma. Pese a la fuerza de un sentimiento identitario regional, que generó el debilitamiento sobre la escena política de la aspiración separatista, en 1897, el historiador deja al descubierto sus límites debido a la incapacidad de las élites locales por abandonar el terreno de un discurso esencialmente cultural. En particular, aprovechando bien poco las lecciones del episodio de 1838, esas élites no fueron capaces de admitir la necesidad de una respuesta apropiada que englobase a toda la realidad social regional. Al excluir a los indios de cualquier participación política efectiva, esas clases altas no pudieron conseguir su apoyo, ni alejarlos de las corrientes conservadoras que seguían siendo las enemigas de cualquier concesión autonomista o separatista.

Estos tres análisis sobre la construcción de las comunidades políticas surgidas de las independencias, o forjadas tras ellas, se ven completados por otros tres, éstos con reflexiones sobre los juegos sociales y políticos de las élites mesoamericanas, en el contexto colonial. Cada autor se referirá a los marcos institucionales sólidamente instalados y plenamente asumidos por todos los que en ellos intervenían. En ese tenor, el objeto de sus análisis va a ser la identificación de la voluntad y la capacidad de esos actores sociales por saber utilizar intersticios abandonados, o incluso ofrecidos por el aparato político colonial, y por adaptar sus discursos con el fin de describir y justificar sus elecciones. El estudio de las élites comerciales guatemaltecas, agrupadas en el

Consulado de Guatemala durante los 30 últimos años de la colonia, permite que G. Palma Murga reconstituya las estrategias de ese grupo deseoso de preservarse de cualquier cambio provocado por los imprevistos políticos del momento. En un comienzo feroces defensores del exclusivo colonial del que ellos mismos beneficiaban, el autor poco a poco nos va descubriendo cómo sus discursos se adaptan sucesivamente a las nuevas realidad políticas y económicas, hasta el punto de convertirse, en vísperas de la independencia, en los proselitistas de un partenariado comercial ampliado a recién llegados. Claro que para arribar a esas nuevas situaciones hubo que atravesar otras, dolorosas, que provocaron ciertas divisiones internas, y cuyas ramificaciones después no dejaron de tener cierto paralelo con la independencia. M. Bertrand, precisamente, hace el examen de una de esas fracturas de las élites de la capital guatemalteca. A partir de una crisis política mayor generada por bruscos cambios en la política comercial española, antes de la independencia, este autor sigue las respuestas de diferentes representantes o miembros de compañías de comercio de la ciudad de Guatemala para evitar la ruina. Como contraposición a la brutal contraorden política de la metrópoli, la réplica es buscada en la movilización de las redes de relación diversas y complejas, las únicas capaces de abrir las salidas de socorro controladas por la institución política. La capacidad de algunas de estas redes de asegurarse, en su propio provecho, la protección y los beneficios redistribuidos por el aparato político administrativo colonial inevitablemente generó el rechazo de aquellos que se sentían apartados y sus víctimas. Serán aquí reconstituidas y analizadas algunas de esas configuraciones sociales ocasionadas por las respuestas a un conflicto cuyas apuestas son esenciales para las diferentes partes concernidas y lanzadas en el seno de las élites de la ciudad de Guatemala; también son analizadas sus sucesivas recomposiciones durante toda la crisis.

El trabajo de Priotti se inscribe en esta misma línea de reflexión alimentada con las fuentes del microanálisis de lo social. Se funda en la reconstitución de los lazos sociales en Vizcaya a partir de cuatro familias para las cuales restituye los mecanismos y las lógicas de las estrategias colectivas de las alianzas. Hace especial hincapié en la estrecha imbricación que prevalece en las asociaciones familiares, políticas o económicas, hecho que le lleva a identificar “estrategias de parentesco”. Sobre esta base analiza, a partir del estudio de un caso, el de los Otalora, el funcionamiento de esos vastos sistemas relacionales. Subraya el impacto del sector económico en el cual se inscribe este sis-

tema relacional y su interacción respectiva. En este sentido, recuerda que, si bien la reconstitución de ciertas redes sociales es indispensable para la comprensión del funcionamiento del sistema colonial hispánico, por sí sola no es suficiente. Para lograrlo remite entonces tanto a las modalidades del juego económico como a las realidades político administrativas tomadas en cuenta en los textos precedentes.

Al lector ahora de impregnarse con estas seis contribuciones. Al generar más dudas que respuestas definitivas, este conjunto pretende ser una modesta piedra agregada a la construcción de las reflexiones actuales de los historiadores de lo social y de lo político. Nuestro objetivo habrá sido logrado si el haz de artículos presentados contribuye de forma efectiva a reinsertar la temática centroamericana en esa reflexión y en esos debates de historiadores de los cuales, por largos años, había quedado al margen... *

Michel Bertrand
Coordinador del número

Toulouse, 31 enero 2000

mbertran@mail.univ-tlse2.fr

